



## **Liminaire du CHSCT du 17 octobre 2017**

Monsieur le Président,

une nouvelle fois, les représentants de Solidaires Finances tiennent à rappeler leur attachement à cette instance. Le Comité Hygiène et Sécurité-Conditions de Travail est le résultat d'un combat syndical au sein de notre Ministère, de notre Administration, de longue date et de longue durée afin que lui soient attachées toutes ses lettres de noblesse : CHS-CT.

Aujourd'hui, d'un trait de plume médiatisé à outrance, le Président de la République, le premier Ministre et sa Ministre du Travail ont pourfendu l'avenir de cette instance dans le monde privé du Travail. Nos craintes pour son avenir dans notre Ministère sont à leur paroxysme, tant l'usage du dialogue social et des droits qui lui sont attachés sont attaqués depuis le début de l'année ! Cette instance a un rôle particulier, par les missions qui lui sont dévolues et par les responsabilités qui pèsent sur chacun d'entre nous autour de cette table, et notamment sur vous, Monsieur le Président.

Certes, le budget de l'État est unique, mais il est primordial pour notre CHS-CT de disposer de son budget propre, pour financer, en général, des actions relatives à la santé et à l'hygiène et, en particulier, pour améliorer les conditions de vie au travail des agents.

Pour Solidaire Finances, le rôle du CHS-CT n'est pas que budgétaire. Il se doit d'être un acteur de prévention, utile en amont et efficace en action et en réaction des événements qui rythment la vie et les mutations de nos administrations : restructurations, réorganisations, évolutions applicatives, signalements, droit d'alerte.

Impossible de faire l'impasse, dans cette liminaire, sur la journée de grève de la Fonction Publique du 10 octobre dernier. Nous constatons des taux de grève particulièrement élevés, notamment dans les Ministères économiques et financiers. Force est de constater que les agents de la DGFIP se sont mobilisés avec un taux de gréviste proche de 33 %. Sur un plan local, la DRFIP Nord et la DIRCOFI Nord se sont particulièrement distinguées avec des taux de grève supérieurs aux moyennes nationales. Pour Solidaires Finances, le ras-le-bol exprimé par les agents est plus que légitime et fondé.

Solidaires Finances Publiques - Cité Administrative - rue Gustave Delory - 59044 LILLE Cedex

☎ : 03 . 20 . 95 . 63 . 90

✉ : [solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr)

En effet, la campagne de dénigrement orchestrée par la plus haute sphère de la République, et largement reprise par les médias, ne peut créer que malaise et risque psycho social....ajouté au mal être quotidien dans les services, à l'absence de reconnaissance, à la charge de travail toujours augmentée....il ne faut pas s'étonner que le burn out, le stress, soient en constante augmentation.

Tous les indicateurs officiels (baromètre social, DUERP, TBVS, Fiches de signalement, Cahiers CHS-CT) indiquent un malaise croissant des agents.

Faut-il, Monsieur le Président, revenir sur les situations dramatiques dont le CHSCT a eu connaissance depuis le début de cette année ?

Au regard des faits, Solidaires Finances souhaite revenir sur une demande déjà formulée le 6 septembre dernier : faire de ce comité un précurseur dans la mise en place de protocoles visant à mieux gérer les situations de crise et éviter que les différentes directions se trouvent démunies lorsque des événements dramatiques surviennent !

Le CHS-CT ne peut se voiler la face et demeurer aveugle à l'ensemble des revendications exprimées par les agents sur la souffrance au travail. Au-delà de leur participation au mouvement, les agents veulent se faire entendre et il appartient au CHS-CT de les écouter et d'agir.

De la même manière, impossible de ne pas évoquer le démantèlement programmé de la Fonction Publique par la mise en place d'un « Comité Actions Publiques 2022 » (dit « CAP 22 ») qui aura pour objectif de proposer des réformes structurelles et de transformation à l'horizon 2022. Ne pensez-vous pas, Monsieur le Président, que les agents sont en overdose de restructurations et ne pourront supporter d'avantage de suppressions d'emplois.

## **Concernant l'ordre du jour**

### **Adaptation des Structures et du Réseau 2018 : transfert de la partie Fiscalité Immobilière du Pôle de Contrôle Revenu Patrimoine de Roubaix-Lomme vers celui de Tourcoing-Armentières**

Monsieur le Président, qui, dans ce Comité, peut se targuer d'avoir compris les tenants de cette restructuration envisagée par la DRFIP ?

C'est pourquoi Solidaires Finances demande à la DRFIP de revoir sa copie et de présenter à notre instance des documents clairs et lisibles, afin de pouvoir analyser les réels impacts sur les agents, les usagers et les missions, dans cet ordre s'il vous plaît.

Solidaires Finances souhaite donc le report au prochain CHS-CT de ce point de l'ordre du jour.

## **Recours à l'ISST**

Solidaires Finances déplore le désaccord persistant entre le CHS-CT et le DRFIP du Nord et indique d'ores et déjà maintenir sa demande d'expertise. En revanche, Solidaires note la proposition de M. ROMONT de faire intervenir le pôle ergonomique du Ministère. Nous retenons cette proposition que nous jugeons intéressante.

Nous interviendrons au fur et à mesure sur les autres points de l'ordre du jour.

Solidaires Finances Publiques - Cité Administrative - rue Gustave Delory - 59044 LILLE Cedex

☎ : 03 . 20 . 95 . 63 . 90

✉ : [solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr)